

Recherches sociographiques



Carole-Marie ALLARD, *Lavalin : les ficelles du pouvoir*

François Moreau

Volume 32, numéro 2, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056618ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056618ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Moreau, F. (1991). Compte rendu de [Carole-Marie ALLARD, *Lavalin : les ficelles du pouvoir*]. *Recherches sociographiques*, 32(2), 276–277.

<https://doi.org/10.7202/056618ar>

Carole-Marie ALLARD, *Lavalin : les ficelles du pouvoir*, Chicoutimi, J.C.L., 1990, 317 p.

Cet ouvrage de la journaliste Carole-Marie Allard retrace le développement de la firme d'ingénierie Lavalin, de ses origines modestes jusqu'à sa position actuelle parmi les dix plus grandes maisons d'ingénieurs-conseils dans le monde. Une «histoire de succès» fort acclamée dans les années 1980, et dont on a fait le symbole de l'affirmation d'une nouvelle classe d'affaires francophone, du moins jusqu'à l'annonce des difficultés financières qu'a connues l'entreprise au cours de l'hiver de 1991 et qui l'ont forcée à chercher des acquéreurs pour ses filiales manufacturières, Kemtec et Industries Lavalin. La Banque nationale, créditrice de la société, a même dû émettre un démenti formel aux rumeurs de banqueroute imminente de son client.

On ne trouvera pas dans ce livre la démarche classique des travaux universitaires, avec cadre théorique, hypothèses, vérification et conclusions. Cependant, il faut en recommander la lecture à quiconque s'intéresse aux transformations de la bourgeoisie québécoise et à ses liens avec le gouvernement provincial. Car c'est bien de cela qu'il s'agit, comme le suggère d'ailleurs le titre. À travers un grand nombre d'anecdotes et d'épisodes, l'auteure illustre les rapports mutuels du capital francophone, anglophone et de l'État.

On savait déjà que les entreprises d'ingénierie québécoises ont reçu leur impulsion des immenses travaux hydroélectriques dans le Nord de la province. Ce que Allard apporte de nouveau, c'est un éclairage additionnel sur les mécanismes à l'œuvre dans les hautes sphères du pouvoir pour décider l'attribution de ces contrats géants qui peuvent faire une compagnie, ou la défaire advenant un refus.

Quelqu'un voudrait-il donner la réplique pour le Québec à l'analyse faite par C. Wright Mills sur l'élite américaine des années 1950, il trouverait sans doute un degré d'intégration de la nôtre beaucoup plus élevé encore, à en juger par la circulation du personnel entre la grande entreprise privée francophone et les sommets de l'État québécois, aussi bien dans la fonction publique que chez les politiques.

Si Lavalin a réussi mieux que d'autres firmes du genre à profiter de la manne des gros contrats pour se développer, il ne fait aucun doute que le mérite en revient à la forte personnalité de son président, Bernard Lamarre. Mais là non plus, il n'y a pas de miracle. Dès les débuts, sous le gouvernement de l'Union nationale des années 1930, les relations politiques ont compté pour beaucoup, Lavalin ayant su porter à la perfection l'art des jeux d'influence et des services réciproques.

Allard traite en détail du dossier peu glorieux des Olympiques, dont les coûts sont passés de 183 millions en 1972 à 835 millions, sous la surveillance de Lavalin qui s'était même placée en conflit d'intérêts en agissant à la fois comme superviseur et fournisseur. Pourtant, la société sortira des enquêtes sans une égratignure et gagnera même un contrat supplémentaire de 118 millions pour le toit du stade dont la facture totale atteindra 162 millions...

On pourrait donc voir là un cas typique des rapports entre la nouvelle bourgeoisie du Québec et l'État provincial. Cependant, cette intégration ne se fait nullement sur un mode exclusivement québécois. Ici le livre apporte des enseignements importants. Que Lavalin ait pris son envol grâce aux grands projets de Hydro-Québec ne l'a aucunement empêchée de rechercher activement l'appui de l'État central, entre autres, pour la prospection et le développement des marchés étrangers. Là aussi, l'auteure relate en termes fort éclairants les

liens personnels établis par Bernard Lamarre avec les hauts placés d'Ottawa, et particulièrement l'Agence canadienne de développement international. « La connivence des pouvoirs publics est une nécessité pour effectuer de véritables percées sur la scène internationale ». (P. 279.)

Allons-nous dès lors nous étonner des positions fortement fédéralistes qu'affiche le président, ou n'y voir qu'une aberration inexplicable de quelqu'un qui devrait « logiquement » être souverainiste, ou à tout le moins autonomiste ? Ne faudrait-il pas plutôt y reconnaître une illustration du fait que, dans la mesure où les entreprises francophones se renforcent et débordent des frontières de la province, elles deviennent davantage dépendantes du soutien fédéral pour la poursuite de leur expansion ? N'est-il pas normal pour elles de vouloir manger à tous les râteliers ? et pour le gouvernement central de chercher à conserver leur appui, vu leur poids social et politique évident au Québec ? À cet égard, le cas du Mouvement Desjardins serait aberrant et s'expliquerait par sa nature institutionnelle particulière et non exportable en tant que telle.

Cependant, Lavalin survivra-t-elle à l'ère des « mégaprojets » ainsi qu'à son fondateur qui mène l'entreprise de façon purement autocratique et semble faire le vide autour de lui, compromettant ainsi la relève ? Ce nom s'ajoutera-t-il à la liste des empires personnels et familiaux qui ont brillé sous la direction de leur propriétaire-fondateur, à la faveur d'une conjoncture propice et de relations personnelles appropriées, pour péricliter par la suite, dès que la situation se transforme et que les attentions de l'État se transportent ailleurs ? Si cette société est typique de la nouvelle bourgeoisie québécoise, ses faiblesses le sont peut-être autant que ses forces.

François MOREAU

*Département de sociologie,
Université d'Ottawa.*

Henri-Paul GARCEAU, *Chronique de l'hospitalité hôtelière du Québec, I. De 1880 à 1940 : les pionniers*, Montréal, Publications du Québec/Méridien, 1990, 212 p.

Tel que l'indique l'auteur en conclusion, il s'agit bien de « la petite histoire de l'hospitalité québécoise ». (P. 207.) On aura vite compris que la notion d'hospitalité recouvre uniquement celle de l'hôtellerie, et non pas celle des soirées populaires ! L'iconographie est abondante ; l'édition, luxueuse ; le ton, familier ; et les anecdotes, abondantes.

N'allez donc pas chercher ce qui ne s'y trouve pas : documentation fouillée, trame historique de qualité, mise en contexte qui permette de donner un sens au mouvement de l'hôtellerie et du tourisme au Québec, enjeux économiques, politique du tourisme, quasi-monopole anglophone sur ce champ d'activité pendant la période couverte, résistances populaires aux interdits moraux ; bref, un ouvrage de référence obligé pour qui s'intéresse à l'histoire du tourisme. Non, il ne s'agit pas de cela.

L'auteur nous invite plutôt à une sorte de tournée des établissements touristiques de 1880 à 1940, sous forme d'anecdotes, de menus du jour, de description des lieux, de rappels des